

Burundi : décès de l'ex-président Pierre Buyoya, l'homme aux deux coups d'Etat

La Libre Belgique, 19 décembre 2020 Evocation par Marie-France Cros. Pierre Buyoya est décédé dans la nuit de jeudi à vendredi à Paris, du Covid-19 selon des proches cités par l'AFP. L'ancien officier de l'armée burundaise a marqué l'histoire de son pays à plus d'un titre. Evocation.

Voix douce, discrète, costume sombre et chemise blanche éclatante, Pierre Buyoya est assis dans le fauteuil d'un lobby hôtel bruxellois. « Je travaille sur les conflits et le pouvoir en Afrique », explique-t-il. Ma réponse fusée moqueuse : « C'est vrai que vous êtes un expert, en la matière ! ». Mais le général oral n'apprécie pas le voltige vers la fenêtre, se pose sur la table et l'homme passe à un autre sujet. L'ancien Président est en effet une des rares personnes au monde à avoir conduit avec succès deux coups d'Etat dans son pays. Pionnier de dictateurs Pierre Buyoya est né en 1949 dans une famille de Tutsis de Bururi, une province du sud du Burundi. Ses parents sont pauvres, illettrés. Mais ils vivent à Rutovu, une commune qui ne paie pas de mine mais où sont nés avant Pierre, en 1940 et en 1946, deux autres futurs dictateurs militaires du Burundi : Michel Micombero et Jean-Baptiste Bagaza. Pour les trois garçons, clairement, l'armée offre la seule échelle sociale à leur disposition ; ils en grimperont les échelons succès à succès mais pas ensemble. Bon début, Pierre Buyoya est envoyé en Belgique à 18 ans, pour suivre la formation de l'Ecole des cadets. Il enchainera avec l'Ecole royale militaire (1970-74) puis l'Ecole d'application des troupes en 1975, il rentre au pays se marier avec une fille de commerçants, Sophie Ntakara, avant de retourner en Europe, en France cette fois, pour étudier à Saint-Cyr (1976-77), qui forme l'élite militaire française ; son maître de fin de carrière porte sur la naissance du FLN en Algérie. Une autre formation complémentaire le ramènera plus tard en Europe, à l'Ecole de guerre de Hambourg (1980-82), lui permettant d'ajouter l'allemand à l'anglais et au français, qui compte depuis longtemps son kirundi natal. C'est donc parfaitement paré que ce brillant militaire lance, en 1987, son coup d'Etat contre le président Jean-Baptiste Bagaza, qui avait lui-même éjecté, en 1976, Michel Micombero, le « tumbwe » de la monarchie en 1966. Réglés de comptes entre originaires de Rutovu. La démocratisation après un temps d'observation, le nouveau chef d'Etat entame des réformes prudentes contre l'exclusion des Hutus du pouvoir. Le spectaculaire sera la nomination, en 1988, d'un Hutu comme Premier ministre, Adrien Sibomana, et la mise sur pied d'un gouvernement ethniquement paritaire. La politique de « unité et conciliation » de Buyoya aboutit en 1991 à un référendum sur la Charte de l'Unité nationale, qui est adoptée, et à la promulgation en 1992 d'une nouvelle Constitution. Sa politique de démocratisation conduit logiquement le pays à tenir des élections libres et pluralistes en juin 1993. Lorsque nous l'interviewons, peu avant cette date, Pierre Buyoya est persuadé de les remporter : n'est-il pas pas de la démocratisation ? Les électeurs, très majoritairement hutus, en décideront autrement. C'est le parti qui les représente, le Frodebu, qui gagne les scrutins, et son chef, Melchior Ndadaye, qui devient Président de la République et premier Hutu de l'Histoire à ce poste. La rancœur des Tutsis opposés à la démocratisation et le remplacement des membres de cette ethnie à tous les postes jusqu'aux jardiniers pousse rapidement des militaires tutsis à renverser Melchior Ndadaye. Le chef d'Etat est tué le 21 octobre 1993, ainsi que six de ses ministres. La rumeur assure que Pierre Buyoya est à « l'arrière » la fin de Ndadaye, bien que l'officier n'apparaisse pas parmi les putschistes ni dans le régime qui s'installe, régime dont la fragilité amène une guerre civile Hutus-Tutsis. Deuxième coup d'Etat En 1996, Pierre Buyoya lance son deuxième coup d'Etat, contre le faible président Sylvestre Ntibantunganya (Frodebu), un journaliste. La communauté internationale impose des sanctions au Burundi. De longues négociations finissent par la signature d'un accord de paix à Arusha, en 2000, sous l'égide de Nelson Mandela, qui prévoit une transition de trois ans. Conformément à l'accord, Pierre Buyoya remet, en 2003, le pouvoir à son vice-Président hutu, Domitien Ndayizeye (Frodebu). Ce n'est qu'en 2005 que la guerre civile se termine, le CNDD-FDD « guérilla hutue » qui a remplacé, dans le cadre de cette ethnisation, Frodebu trop pacifique et compromis dans la corruption ayant fini par se rallier à l'Accord d'Arusha. C'est ce que les élections de 2005 placeront au pouvoir, qu'il refuse d'abandonner jusqu'à aujourd'hui. En octobre dernier, la dictature CNDD-FDD « réputés pour leurs irrégularités récurrentes » ont condamné Pierre Buyoya par contumace à l'assassinat de Ndadaye en 1993, crime que ce dernier a reconnu. Depuis qu'il avait quitté le pouvoir, Pierre Buyoya poursuivait une carrière internationale : observateur électoral pour différentes organisations, dont l'Onu ; consultant de l'Union africaine, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Communauté des Etats Africains confédérés cosmopolite.